

Nîmes, le 25 juin 2021

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Subdivision Carrières
89, rue Wéber - CS 52002
30907 NIMES Cedex 02

Affaire suivie par : Philippe GARDE
Tél. 04 34 46 64 33
Courriel :
philippe.garde@developpement-durable.gouv.fr

S3IC : 181-043
Nos réf. : /2021-06-451

Objet :
- non constitution Garanties Financières
- ICPE située sur la commune de Moulezan

Référence : - Un rapport d'inspection du 20/11/2020

Lettre recommandée avec accusé de réception n° 2C 135 072 4450 1

Monsieur le Directeur,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 21-045-DREAL du 24 juin 2021 signé de Mme la préfète du Gard relatif à l'exploitation de votre établissement situé sur la commune de Moulezan.

Il vous appartient de conserver cet arrêté et d'en afficher un exemplaire de façon permanente et visible sur le site de Moulezan par vos soins.

Je vous prie d'agréer, M. le Directeur,, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le DREAL, et par délégation,
L'adjoint au Chef de l'Unité inter-départementale
Gard-Lozère


Thibault LAURENT

Monsieur le Directeur
Société Pierre de Taille du Midi
334 Chemin de Feverol
30380 Saint-Christol les Alès

Nîmes, le **24 JUIN 2021**

ARRÊTE PRÉFECTORAL N° 2021-045-DREAL

Mettant en demeure la société Pierre de Taille du Midi de constituer les garanties financières pour l'exploitation de la carrière située sur la commune de Moulezan au lieu-dit "Visseau du Corbeau"

La préfète du Gard
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.171-8, L.516-1, R.516-1 et R.516-2 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 09 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°15-111N du 28 juillet 2015 autorisation la SARL PIERRE DE TAILLE DU MIDI à poursuivre et à étendre l'exploitation d'une carrière de calcaire sur le territoire de la commune de Moulezan au lieu-dit « Visseau du Corbeau » ;
- Vu le courrier adressé le 22 janvier 2019 demandant l'acte de cautionnement ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 20 novembre 2020 ;
- Vu l'absence de réponse apportée par l'exploitant ;

Considérant que l'exploitant n'a pas fourni l'acte de cautionnement concernant les garanties financières de la carrière prévues par les dispositions de l'article R.516-1 et suivants du code de l'environnement au moment du renouvellement de son autorisation en 2015 ;

Considérant que les garanties financières sont destinées à assurer les opérations de remise en état en cas de défaillance de l'exploitant lors des opérations de cessation d'activité ;

Considérant que ce manquement constitue une atteinte aux intérêts protégés concernant la remise en état du site en fin d'exploitation ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Gard ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER}: Mise en demeure

La société PIERRE DE TAILLE DU MIDI dont le siège social est implanté 334 Chemin de Feverol 30380 St-Christol-les-Alès, exploitant la carrière située au lieu-dit « Visseau du Corbeau » sur la commune de Moulézan est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes :

L'exploitant constitue les garanties financières de la deuxième phase quinquennale (2020-2025) fixées à l'article 1.9.2.2 de l'arrêté préfectoral n°15-11N du 28 juillet 2015 sus-visé.

L'exploitant actualise les garanties financières de la deuxième phase en application de l'article 1.9.2.2 de l'arrêté préfectoral. Le montant s'établit à 64 297,1 € TTC (dernière valeur indice TP 01 actualisée : 109,8)

L'exploitant adresse l'acte de cautionnement à l'inspection des installations classées.

Le délai fixé pour la mise en œuvre de ces dispositions est de deux mois.

Article 2 : Pénalités

Passé le délai fixé à l'article 1, et indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, les sanctions prévues par l'article L 171-8 du code de l'environnement pourront être appliquées.

Article 3 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de NÎMES soit par voie postale, soit via l'application information « Telerecours Citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication de la décision,

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Article 4 : Publicité

En vue de l'information des tiers et conformément aux dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2e de l'article R.181-44 du code de l'environnement et publié sur le site internet des services de l'Etat du département du Gard, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Gard,
le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
le maire de la commune de Moulezan,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie leur est notifiée administrativement ainsi qu'au pétitionnaire.

La préfète

Pour la préfète,
Le secrétaire général

Frédéric LOISEAU